

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE

Marché N° MAPA25-14CCI

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MAYOTTE
(CCI Mayotte)**

Place mariage
CS 73904
97641 MAMOUDZOU CEDEX

***ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES, DE
CLIMATISATION ET DE PLOMBERIE DANS LES LOCAUX LA CHAMBRE DE
COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MAYOTTE***

Marché à procédure adaptée en application des articles
L2123-1, R2123-1, L2125-1, R2162-1 à 6 et R2162-13 à 14 du code de la commande
publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Le présent CCP comporte **10** pages numérotées de **1** à **10**

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHE	3
Article 1.1. Contexte général	3
Article 1.2. Forme et objet du marché	3
Article 1.3. Durée du marché	3
Article 1.4. Documents du marché	3
Article 1.5. Modification du marché	4
ARTICLE 2. BESOINS A SATISFAIRE, RESULTATS ATTENDUS	5
Article 2.1. Besoins à satisfaire – champs d'intervention du (des) prestataire(s)	5
Article 2.2. Allotissement du marché	6
ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION	7
ARTICLE 4. CONTENU ET FORME DES PRIX – FACTURATION / REGLEMENT	9
Article 4.1. Contenu des prix	9
Article 4.2. Forme des prix	9
Article 4.3. Variation des prix	9
Article 4.4. Facturation/Règlement	10
Article 4.5. Délai de paiement	10
ARTICLE 5. ASSURANCES	10
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 7. REPRESENTANT DE LA CCI MAYOTTE	11
ARTICLE 8. MESURES COERCITIVES	11
ARTICLE 9. CONTENTIEUX ET REGLEMENT DES LITIGES	12
ARTICLE 10. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	12
ARTICLE 11. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	12

ARTICLE 1. OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

Article 1.1. Contexte général

La CCI MAYOTTE dispose de plusieurs locaux qui nécessitent un entretien régulier des installations et des équipements techniques afin de respecter la réglementation en termes d'hygiène et de sécurité.

A travers les différentes interventions qui s'opèrent régulièrement, il est nécessaire de mettre en place des contrats sous forme d'accord-cadre permettant de gagner en réactivité et réduire les coûts.

Article 1.2. Forme et objet du marché

Ce marché a pour objet l'entretien et la maintenance des installations électriques, de climatisation et de plomberie dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte.

Les prestations du titulaire qui se décomposent en :

- entretien courant (suivi et réparation) des postes concernés détaillés à l'art. 2.1.
- maintenance préventive et corrective des installations détaillés à l'art. 2.1.

Le marché est composé de 3 lots distincts présentés à l'article 2.2 ci-dessous.

Il prend la forme **d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum estimé à quatre-vingt-neuf mille euros (89 000€) en application des articles L.2125-1, R.2162-1 à 6 et R.2162-13 à 14 du Code de la commande publique.**

Article 1.3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 1 an renouvelable annuellement 3 fois par tacite reconduction. Sa durée totale ne pourra excéder 4 ans.

Il sera par ailleurs arrêté dès lors que le maximum estimé sera atteint.

Conformément aux articles L.2212-5 et R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

Si la CCI Mayotte souhaite ne pas reconduire le marché, elle adressera au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire le marché dans les trois mois avant la date d'échéance. Il ne sera pas versé d'indemnités en cas de non-reconduction avant le terme.

Article 1.4. Documents du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes dont le bordereau des prix unitaires, signé et paraphé ;

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent **cahier des clauses particulières (CCP)**, signé et paraphé ;
- Le **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés de prestations intellectuelles, dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A), dit ci-après le « **CCAG-FCS** » ;
- Le **mémoire technique de l'offre du titulaire du marché (le « Titulaire »)**, comprenant une présentation détaillée de l'entreprise, des membres de l'équipe amenés à intervenir, des moyens techniques spécifiques qui seront mobilisés et devra présenter les références pertinentes de l'entreprise dans le domaine du marché.

Le marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du Titulaire. Il est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CCI Mayotte et le Titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Toutes les clauses formulées dans les conditions générales de vente du Titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à la CCI Mayotte.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de la CCI Mayotte.

Article 1.5. Modification du marché

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique quant à la modification du marché.

En effet, des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des marchés de prestations similaires (de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclues, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. Concernant les prestations supplémentaires, le montant des modifications conformément aux dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique ne peut être supérieur à 50 % du montant public initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

ARTICLE 2. BESOINS A SATISFAIRE, RESULTATS ATTENDUS

Article 2.1. Besoins à satisfaire – champs d'intervention du (des) prestataire(s)

Dans le cadre de ce marché, la CCI Mayotte souhaite sélectionner un ou plusieurs prestataires pour l'entretien et la maintenance des installations et équipements techniques de l'ensemble de ses locaux concernant sept bâtiments et situés à Mamoudzou (5), Dzaoudzi (1) et Dombeni (1).

Dès lors, les champs d'intervention du ou des prestataires recouvrent à minima les prestations suivantes :

Entretien et maintenance des installations de climatisation :

- Contrôle du fonctionnement général
- Nettoyage ou échange du filtre
- Contrôle et nettoyage de la batterie
- Contrôle pompe relevage de condensats (si présente) et évacuation condensats
- Nettoyage du bac à condensats
- Contrôle de la régulation
- Recherche des fuites fluide frigorigène
- Resserrage des connexions
- Contrôle commandes, sécurités, asservissement
- Contrôle des pressions et paramètres frigorifiques
- Contrôle et nettoyage de la batterie condenseur
- Réparation et nettoyage des unités
- La vérification du circuit électrique
- La vérification du circuit d'eau interne des appareils.

Entretien et maintenance de la plomberie sanitaire :

- Maintenance de toutes les installations en aval du compteur du concessionnaire, notamment vannes, clapets, tuyauteries, robinetteries, WC, douches.
- Détection des anomalies (fuites, engorgements, chasses ne fonctionnant pas ;..) et remises en état dans les plus brefs délais.
- Remplacement des éléments accessoires tels que abattants, distributeur à savon.
- débouchage des tuyauteries et des appareils obstrués et n'assurant pas une évacuation correcte des eaux usées ;
- remplacement des joints défectueux des robinetteries de lavabos, de lave-mains, de bidets, de douches, de baignoires, etc.
- remplacement des joints défectueux des vannes, des mécanismes de chasse de W-C, etc.

Entretien et maintenance des installations électriques : courant fort et courant faible

- Détection des anomalies (plafonnier, bloc de secours défectueux, prise de courant hors tension ou endommagée, mauvais fonctionnement interrupteur et push-button, téléphone) et y apporter une solution.

- Réalisation de petites modifications électriques telles que remplacement de luminaire, bloc de secours, interrupteur, prise de courant, gâche électrique.
- Remplacement des ampoules ou néons hors service.
- Remise en état des goulottes électriques défectueuses.
- Entretien des systèmes d'alarme, contrôle d'accès et d'interphonie.
- Entretien de câblage informatique, prises RJ, bornes wifi.
- Réalisation des petits travaux de câblage informatique et de télécommunication.

Les champs d'intervention ci-dessus cités ne sont pas exhaustifs et il est permis aux soumissionnaires d'en proposer d'autres qui seront étudiés par la CCI Mayotte.

Article 2.2. Allotissement du marché

Le marché est composé de 3 lots distincts présentés comme suit :

Numéro du lot	Objet du lot
Lot n° 1	Entretien et maintenance des équipements de climatisation
Lot n° 2	Entretien et maintenance des appareils et circuits de plomberie sanitaires
Lot n° 3	Entretien et maintenance de l'électricité (courant fort et courant faible)

La CCI Mayotte retiendra un ou plusieurs candidats, chaque candidat pouvant répondre à un ou plusieurs lots, seul ou en groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire par l'effet de la notification du présent marché.

Le soumissionnaire précisera :

Le tarif horaire de la main d'œuvre simple (HT et TTC)

Le tarif horaire de la main d'œuvre en hauteur

Le tarif de la main d'œuvre de nuit (HT et TTC)

Le tarif horaire week-end et jours fériés (HT et TTC)

Horaires d'intervention

Les heures d'exploitation prévues à la CCI Mayotte sont de 7h30 à 16h45 du lundi au jeudi et de 7h30 à 11h30 le vendredi, hors jours fériés et chômés.

Le soumissionnaire retenu devra pouvoir intervenir sur toute la période d'exploitation dans les locaux de la CCI Mayotte aux horaires indiqués ci-dessus. L'intervention en-dehors desdits horaires cette période est réservée aux cas d'urgence.

ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du présent marché avec la diligence, le sérieux et le niveau de compétence professionnelle requis par ce type de marché et à consacrer les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Il s'engage également, sans restriction, à fournir l'ensemble des prestations mises à sa charge au titre du présent marché selon les délais mentionnés dans son mémoire technique, et dans la limite de la durée prévue à l'Article 1.3.

Les prestations de vérifications et de contrôle des équipements devront être conformes aux textes réglementaires. Elles ont pour objet d'assurer leur bon fonctionnement et de maintenir leur niveau de sécurité conformément aux textes, aux normes, règlements et directives européennes en vigueur.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des matériels, installations et équipements dont il assure l'entretien et le contrôle.

Si une intervention curative est due à un manquement de maintenance préventive, la prestation (frais de déplacement, main d'oeuvre et pièces détachées) ne pourra en aucun cas être facturée à la CCI Mayotte.

Il est tenu à une obligation de résultat susceptible de maintenir les différents équipements dans un constant état de fonctionnement et de sécurité pour les utilisateurs et permettant une utilisation normale des sites.

Il devra fournir toutes les pièces nécessaires à la réparation ou à l'entretien des équipements quelques soit la marque du constructeur.

Les interventions seront effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement des sites. D'une manière générale, les interventions doivent être réalisées avec tous les moyens nécessaires et doivent être parfaitement adaptées aux spécifications techniques du constructeur des matériels.

Toutes les prestations devront être exécutées en respectant toutes les mesures de sécurité pour les personnes intervenant sur le site et pour le public. Le prestataire doit se munir de tout moyen, matériel et/ou protection, qui lui sera nécessaire pour effectuer sa mission dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Par ailleurs, la liste des locaux fournie sera susceptible d'être modifiée sur décision unilatérale de la CCI Mayotte notamment en fonction de l'évolution de l'acquisition de nouveaux matériels, de la vétusté des locaux/ appareils ou des livraisons de nouveaux équipements. Ainsi, si le nombre de sites à vérifier diminue quelle qu'en soit la cause, le titulaire ne pourra prétendre à

indemnités. De même, si la CCI Mayotte se dote de nouvelles installations, leurs vérifications seront prises en charge dans le cadre du présent marché.

De façon générale, il appartient aux soumissionnaires d'alerter l'acheteur si certaines prestations ont été omises dans le présent cahier des charges afin d'améliorer avant signature la qualité de celui-ci, eu égard notamment aux réglementations en vigueur.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire valoir une connaissance insuffisante des locaux ou des conditions de travail dans le but de réclamer une quelconque plus-value, indemnité ou révision des prix des prestations.

Il ne pourra pas non plus se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Mise à niveau technique

Dans le cadre de ses prestations de maintenance, le Titulaire devra effectuer les mises à niveau techniques préconisées par le constructeur pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'équipement.

Ces prestations de mise à niveau technique ne devront pas entraîner un surcoût de fonctionnement des matériels maintenus ou des risques de pertes d'interopérabilité entre les matériels.

Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de réduire les risques de détérioration des équipements et de maintenir dans le temps les performances optimales des sites.

Vérification de l'exécution des prestations

L'acheteur réserve le droit de procéder à la vérification de la conformité des prestations fournies, tant sur le plan quantitatif que qualitatif ou comptable, par tout moyen à sa convenance. Elle pourra faire contrôler les équipements par un organisme habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire.

Lorsque des réserves sont formulées sur les prestations exécutées, le titulaire est tenu dans le délai fixé par la note de réserves (15 jours maximum), d'effectuer les prestations exigées, sans donner lieu à nouvelle facturation.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, la CCI Mayotte pourra appliquer des réfections si les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché.

Compétence du personnel

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites doit disposer d'une qualification professionnelle portant sur les équipements, objet du contrat. Le Titulaire s'engage à intervenir avec du personnel de compétences parfaitement adaptées aux installations du présent marché.

Le candidat doit pouvoir justifier des certifications et qualifications de son personnel. Pour chacun de ses techniciens intervenants, le niveau de qualification d'habilitation et de certification ainsi que les éventuels stages suivis.

Le Titulaire devra veiller en général à ce que le comportement de son personnel sur les lieux de travail ne soit pas de nature à troubler une quelconque manière la tranquillité et le bon ordre. Les personnels devront en toutes saisons porter une tenue correcte avec le sigle de l'entreprise.

Correspondant unique

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire du marché s'engage à mettre à disposition de la commune un « référent UNIQUE » et à fournir les coordonnées précises de cette personne (nom, adresse, fax, téléphone, mail).

Le référent devra être joignable facilement par la personne publique sur les horaires du temps de travail. Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié à la personne publique dans les plus brefs délais.

ARTICLE 4. CONTENU ET FORME DES PRIX – FACTURATION / REGLEMENT

Article 4.1. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis en euros toutes taxes comprises. Ils comprennent en outre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais d'assurance de toute nature, de dépôt, de bureaux et les frais occasionnés par l'ensemble des mesures de sécurité.

Le Titulaire prend également en charge la totalité des coûts des prestations y compris les frais de déplacements et éventuellement de séjours des intervenants, les frais de logistique, notamment toutes charge de production de tout support nécessaire à la bonne exécution du marché.

Le Titulaire devra préciser dans son offre le délai maximum en jours nécessaire pour réaliser chaque commande.

Article 4.2. Forme des prix

Le prix des prestations est déterminé conformément au bordereau des prix proposé par le Titulaire.

Le marché est passé à prix unitaire.

Article 4.3. Variation des prix

Les prix sont fermes pour toute la période du marché.

Article 4.4. Facturation/Règlement

Après exécution chaque commande et livraison de l'ensemble des livrables, le Titulaire remettra sa facture à la CCI Mayotte détaillant les prestations exécutées. Aucun acompte ne sera consenti. Conformément aux règles relatives aux accords-cadres ne comportant pas de minimum, une avance pourra être demandée (article R2191-16 du Code de la commande publique).

Le règlement de la facture sera fait sur la base de son exactitude et de sa conformité avec le devis relatif à prestation demandée et au bon de commande d'achat de prestation y résultant. Par ailleurs, le règlement ne pourra intervenir avant livraison de l'ensemble des livrables attendus.

Conformément à la dématérialisation des factures, les factures seront transmises à la CCI Mayotte via la plateforme Chorus Pro¹. En cas de problème, une copie pourra être envoyée à la CCI Mayotte par messagerie électronique à l'adresse facturation@mayotte.cci.fr.

Outre les mentions légales, les factures devront comporter les mentions suivantes :

- le numéro et la date du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- lieu d'intervention : nom et adresse du site concerné ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prestations effectuées ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque cotraitant, le montant des prestations effectuées ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le montant total hors taxes ;
- le montant total T.T.C.

Article 4.5. Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le Titulaire doit être couvert par une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de son activité professionnelle.

Il doit avoir contracté une assurance devant garantir sa responsabilité civile à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

¹ <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de sept jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CCI Mayotte et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE

Les dispositions relatives à la sous-traitance sont régies par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

Le Titulaire, peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à conditions d'avoir obtenu de la CCI Mayotte, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. En cas d'accord, la responsabilité de l'entreprise reste entière pour les prestations sous-traitées.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si la prestation sous-traitée dépasse 600 euros T.T.C. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

ARTICLE 7. REPRESENTANT DE LA CCI MAYOTTE

Le représentant de la CCI Mayotte pour l'exécution du présent marché est le Président en exercice.

L'interlocuteur privilégié du Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché est la responsable des moyens généraux et SI de la CCI Mayotte.

ARTICLE 8. MESURES COERCITIVES

Il est fait application des dispositions des articles 14 pour l'application de pénalités de retard et 38 et suivants du CCAG-FCS pour les cas de résiliation, notamment dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute.

Le présent marché peut à tout moment et sans préavis faire l'objet d'une mesure de résiliation pour motif d'intérêt général, exclusive de toute indemnisation du manque à gagner. Dans ce cas, le Titulaire ne peut faire valoir aucun droit à indemnités autre que celui résultant du paiement des prestations réalisées à la date de la résiliation.

ARTICLE 9. CONTENTIEUX ET REGLEMENT DES LITIGES

A défaut de règlement amiable entre les Parties, tout litige résultant de l'exécution du présent marché est du ressort du Tribunal administratif de Mayotte.

ARTICLE 10. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Les informations recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la passation, l'exécution et la gestion financière des marchés publics de la CCI Mayotte. Leur durée de conservation, liée à la procédure de consultation, est soumise aux règles d'archivage des dossiers des marchés publics.

Les destinataires des données sont les services CCI Mayotte chargés de la passation, de l'exécution et de la gestion financière des marchés publics. Conformément au Règlement général sur la protection des données à caractère personnel en vigueur, le candidat bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1er du CCAG-FCS, le présent CCP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG-FCS.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCP et celles du CCAG-FCS, les premières prévalent sur les secondes.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE MAYOTTE
Le 2^{ème} Vice-Président

